

cours dureraient un maximum de 20 minutes. Quelque 21 députés, y compris celui d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), ont respecté cet ordre. Pour être juste à leur égard, je me demande si nous pourrions le maintenir en vigueur pour qu'aucun député, sauf les quatre porte-parole officiels, ne puissent dépasser la limite établie.

M. l'Orateur suppléant (Mr. Béchard): Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Max Saltzman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je ne considérerai pas les remarques du président du Conseil privé (M. Macdonald) comme m'étant adressées personnellement, bien qu'il les ait prononcées juste avant que je me lève.

M. Otto: Pourquoi tous ces livres sur votre pupitre?

M. Saltzman: Je ne les utiliserai pas tous... à peine la moitié.

M. Baldwin: C'est la masse de lettres qu'il a reçues contre le Livre blanc.

M. Saltzman: La Chambre semble être de bonne humeur. Nous avons entendu des Noëls pendant que nous attendions le scrutin, et nous sommes tous optimistes en ce qui concerne la saison qui vient. Malheureusement, il nous suffit de lire ce Livre blanc pour perdre une partie de cet optimisme naturel dont nous sommes capables. Il y a dans le Livre blanc nombre de choses qui décourageraient l'optimiste le plus impénitent.

Bien qu'il contienne certaines propositions qui nous agréent il me paraît être dans l'ensemble, un document absurde et pusillanime. Circonspect à l'excès, il semble trop souvent accorder de l'importance à ce qui n'en a guère.

Par moments, je vois les choses dans une perspective historique; je me demande parfois ce que penseront les générations à venir des débats de cette Chambre lorsqu'elles liront le hansard en ce qui concerne notre époque. On aura oublié jusqu'au nom du Canada, lorsque les historiens relateront qu'il s'agissait d'un grand pays doté d'un potentiel considérable, et dont la décadence avait été provoquée par la sottise de ceux qui le gouvernaient. C'était un pays à l'avenir si prometteur et qui comptait au nombre de ceux qui, dans le monde, disposaient des plus vastes ressources naturelles et dont le peuple admirable jouissait du respect universel. Beaucoup de petits pays tournaient leurs regards vers lui en quête d'assistance et d'aide. Nous étions une lumière qui s'est éteinte et on se demandera pourquoi.

Lorsqu'on se reportera aux journaux de notre époque, on verra que les avertissements nécessaires avaient été prodigués, que le pavillon avait été hissé pour signaler les dangers que courait le pays, mais que ces mises en garde avaient été ignorées. On lira qu'il y avait un homme du nom de Walter Gordon qui avait fait partie pendant longtemps du gouvernement, qui s'inquiétait de l'avenir du pays qu'il parcourait de long en large, multipliant les mises en gardes, et qui fut obligé de quitter le gouvernement, le cœur déchiré.

Ils apprendront qu'il y a eu un autre homme, un certain Watkins qui a rédigé un rapport sur les graves dangers menaçant le pays. Il a défrayé la chronique, pour être ensuite ignoré par le même gouvernement qui l'avait autorisé à faire enquête. Ils verront que les voix n'ont pas manqué pour signaler les grands problèmes avec lesquels le pays était aux prises. Jettant ensuite un regard sur le Livre blanc, ils se demanderont comment un gouvernement a pu croire que les propositions qui s'y trouvent pourraient régler ces problèmes.

Ils resteront ignorants de notre sincérité, de notre attitude ici dans cette Chambre, et de l'ardeur de notre lutte. Tout ce qui leur sera accessible, ce sera le hansard. Par exemple, ils y liront les propos de mon honorable distingué et savant ami d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), exprimant sa vive inquiétude pour les nantis du pays, à un moment où la nation se trouvait bien mal en point, et ils se demanderont pourquoi.

Sans doute ces propos les feront-ils rire, car s'ils connaissent un peu l'histoire, ils se souviendront que jadis il n'y avait pas d'impôt sur le revenu et que les millionnaires pouvaient conserver tous leurs biens. Qu'en ont-ils fait, monsieur l'Orateur. Les ont-ils placés? On a souvent raconté comment les grands brigands, au tournant du siècle, donnaient des fêtes spectaculaires et allumaient des cigares avec des billets de \$100 pour s'amuser—la grande vie, quoi! C'était avant qu'une certaine partie de leur fortune ne leur soit enlevée. Nous entendons dire aujourd'hui qu'en enlevant de l'argent aux riches, le pays ne peut pas se développer. Il serait peut-être sage d'abolir l'impôt sur le revenu pour les riches, afin qu'ils puissent continuer à donner des fêtes amusantes et à faire la grande vie.

Nos descendants liront dans les journaux que certains de nos grands hommes d'affaires sont horrifiés des réformes que prévoit le Livre blanc. Ces magnats ont insulté le ministre des Finances (M. Benson); ils l'ont traité de socialiste. Les générations montantes pourront même lire cette manchette du *Record de Kitchener-Waterloo* du 9 décem-